

## Rétrospective 2024

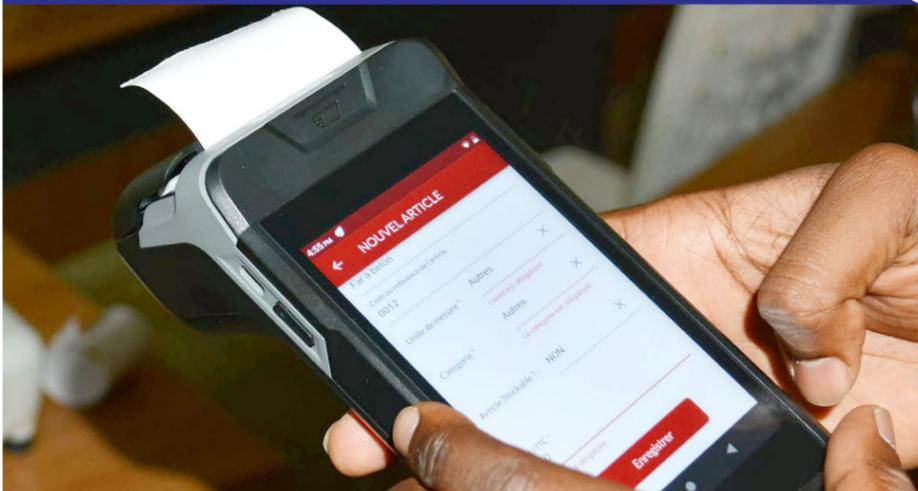
La pénurie de carburant persiste



Sommet COMESA : Les intérêts géostratégiques au cœur des débats



OBR : La collecte des recettes accuse un déficit record



...Mpox, une épidémie qui a fait rage en 2024



... eaux du lac Tanganyika : Le pire des souvenirs



Urunani BBC a brillé dans la Road to BAL, mais...



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial Une démotivation qui tend à se généraliser



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

La filière thé est en turbulence. Les théiculteurs démotivés par des prix au producteur dérisoires déracinent leurs

plantations en grand nombre. En l'espace d'une semaine, plus de 79 000 théiers ont été arrachés dans divers secteurs théicoles de la province de Kayanza. La pénurie criante du carburant paralyse le système de collecte des feuilles de thé dans les zones théicoles. A cela s'ajoutent les arrières d'impayés aux producteurs du thé qui s'accumulent d'année en année. Les responsables de l'Office du thé du Burundi alertent sur un tarissement imminent de cette source de devises.

En ce qui concerne le décaissement des montants dus, le ministre en charge de l'agriculture promet de

débloquer ce paiement avant la fin de cette année. Le gouvernement compte mobiliser une somme de plus de 4 milliards de FBu au profit des producteurs de thé. Par rapport à la question épineuse de revoir à la hausse le prix au producteur, des stratégies pour augmenter la qualité du thé et le prix applicable aux théiculteurs seront arrêtées.

Sur le plan économique, l'économie nationale reste fragilisée par des facteurs exogènes, surtout le déficit chronique de la balance commerciale. Par conséquent, les réformes macro-économiques restent limitées. Dans un contexte de tarissement des sources de devises, le marché de change reste

indomptable.

La pénurie chronique des devises fragilise davantage le tissu industriel et fait exploser les coûts de production. La compétitivité des industries locales est remise en cause. Les industriels devraient faire recours aux énergies de secours (groupes électrogènes) pour contourner le problème de déficit énergétique. Or, dans un contexte de pénurie de carburant, la production chute drastiquement.

Parallèlement, les coûts de logistique sont en nette augmentation. Comme les industriels s'approvisionnent sur le marché extérieur, la cherté des devises influe sur les coûts de

production dans la mesure où les matières premières deviennent de plus en plus chères. Raison pour laquelle, les industries locales sont dans l'obligation de réajuster les prix.

La promotion des exportations pour rééquilibrer la balance commerciale est indispensable pour rééquilibrer la balance commerciale. La reprise imminente des travaux d'extraction minière est une lueur d'espoir pour l'économie burundaise asphyxiée par la pénurie généralisée. Le pays devra profiter de la transition énergétique pour exploiter ses gisements de nickel et de terres rares ainsi que les sites aurifères.

### TRANSPORT

## La pénurie de carburant persiste

A cause de la pénurie de carburant, les activités économiques ont été perturbées. Se déplacer n'est plus facile, car le prix du ticket de transport est devenu exorbitant.

Au Burundi, la pénurie de carburant persiste depuis au moins trois ans. De longues files de véhicules s'observent jour et nuit devant les stations-service, où les automobilistes tentent de s'approvisionner. Certains acceptent même de payer des pots-de-vin pour être servis. D'autres vont jusqu'à s'approvisionner dans les pays voisins tels que le Rwanda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo (RDC). Après tout, la spéculation domine le marché du carburant. Comment ? Parce que les automobilistes se

tournent souvent vers le marché noir, où un litre de carburant coûte environ 17 000 FBu. Or, officiellement, un litre d'essence coûte 4 000 FBu dans les stations-service.

Avec la pénurie de carburant, le transport est quasiment à l'agonie à Bujumbura comme à l'intérieur du pays. Les véhicules et les motos trouvent rarement de l'essence ou du mazout dans les stations-service. Dans la plupart des cas, les automobilistes et les motocyclistes s'approvisionnent au marché noir à des prix exorbitants. Ce qui provoque une hausse des tarifs de transport. Les conducteurs fixent les prix du ticket de transport de manière anarchique, car ils s'approvisionnent en carburant de façon opaque et après de longues négociations.



La pénurie du carburant est devenu un problème quasiment insoluble. De longues files de véhicules s'observent jour et nuit devant les stations-service, où les automobilistes tentent de s'approvisionner.

### Rien ne va dans le transport

Actuellement, le transport des biens et des personnes est quasiment paralysé. En raison de la pénurie de carburant, les règles en matière

de transport ne sont pas respectées. Par exemple, les camions et les pick-up... transportent des dizaines de personnes sans assurance et sans se soucier des risques d'accident. Les taxis n'hésitent pas à transporter un nombre de passagers supérieur à leur capacité d'embarquement. Cela

se fait sous les yeux des policiers de roulage, comme si la situation les dépassait. Faire la queue pendant plusieurs heures dans les parkings des bus est devenu une routine à laquelle la population s'est malheureusement habituée.

Les problèmes de transport sont principalement dus à la pénurie de carburant. Cependant, plusieurs initiatives ont été prises pour tenter de relever ce défi, notamment la mise en place de la Société Pétrolière du Burundi (SOPEBU). En outre, les automobilistes ont été contraints de s'enregistrer sur les plateformes numériques de la SOPEBU via l'application mobile Igitoro Pass dans le but de digitaliser la commercialisation du carburant. Malgré cette initiative, les stations-service, à Bujumbura comme à l'intérieur du pays, sont presque toujours à sec.

Gilbert Nkurunziza

### SANTE

## La conjonctivité, infection oculaire guérissable

On a assisté à une épidémie de conjonctivite virale dès le début de l'année 2024 qui s'est manifesté dans toutes les structures sanitaires du pays. Plusieurs personnes ont attrapé par cette maladie qui se manifeste par l'inflammation, la sensation de sable ou de corps étranger dans les yeux

Dès le début de l'année 2024, le personnel de santé a annoncé la présence d'une épidémie de conjonctivite virale dans la communauté Burundaise. Cette pathologie est une infection



oculaire contagieuse qui peut causer la rougeur de l'œil, des démangeaisons et un inconfort notable. Elle touche les deux yeux en même temps et elle s'accompagne de sécrétions oculaires limpides.

Toutes les structures de sanitaires de santé ont accueilli des patients de cette maladie et beaucoup de personnes ont été affectées. Certains ont même recouru à l'automédication. Une pratique qui a été décriée par le ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida, car, bien que non dangereuse pour la santé générale, cette affection oculaire a un impact significatif sur la productivité nationale. « Je tiens à mettre en garde contre l'automédication qui peut entraîner des complications. L'utilisation inappropriée des médicaments sans prescription du médecin aggrave

l'état du patient et augmente la résistance aux traitements », a alerté la ministre Lidwine Baradahana dans sa déclaration sur l'épidémie de conjonctivité virale faite au mois de février 2024.

### Mode de prévention

La conjonctivite virale est une maladie extrêmement contagieuse. En cas de symptômes évocateurs, il faut veiller à l'hygiène pour éviter que la maladie ne se propage dans l'entourage.

Les personnels de santé ont recommandé des mesures de prévention dont se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon pendant au moins vingt secondes, surtout après tout contact avec un patient, éviter le frottement des yeux avec des mains non lavées

pour empêcher la propagation du virus, utiliser des mouchoirs à usage unique pour essuyer les yeux, cesser de partager les objets personnels comme les serviettes, les lunettes ou le maquillage et consulter immédiatement un spécialiste après avoir vu un parmi les symptômes déjà mentionnés.

La conjonctivite virale disparaît généralement sous traitement ou d'elle-même en une à deux semaines. Si les symptômes durent plus longtemps, les médecins recommandent au malade de consulter un ophtalmologiste. Ce dernier pourra s'assurer que la forme de la souffrance n'est pas compliquée.

Un clin d'œil a été lancé aux parents qui ont des enfants et des bébés. Le jeune âge est une période de vulnérabilité à laquelle il faut être particulièrement attentif. Si l'examen de l'œil du nouveau-né ou de l'enfant est malaisé, un bref coup d'œil sur la cornée à l'aide de la fluorescéine est indispensable pour préciser le diagnostic. En cas de conjonctivite virale avérée, une éviction scolaire pourra être recommandée.

Actuellement, la conjonctivite virale a disparu, mais sa rage reste gravée dans les mémoires des personnes qui ont été affectés.

Méchaël Tuyubahe

BurundiEco

Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

### Taux de change du 30 Décembre 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2891	2938
Euro	3015	3064
Shi. Kenyan	22,3708	22,7317
Shi. Tanzanien	1,1923	1,2116
Shi. Ougandais	0,7883	0,8010
Fr Rwandais	2,0960	2,1298

# La variole du singe, une épidémie qui a fait rage en 2024

L'an 2024 a été marquée au niveau sanitaire par la présence de la variole du singe ou Mpox dans notre pays. Cette maladie s'est manifestée dans presque toutes les structures sanitaires du pays. Elle a également affecté les activités économiques



Les malades ont une forte fièvre, des douleurs articulaires et une éruption cutanée généralisée.

En date du 25 juillet, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a déclaré la présence de la variole du singe ou Mpox au Burundi. Cette déclaration a été sortie après que les résultats d'analyse du Laboratoire national de référence de l'INSP aient révélé qu'il y a eu 3 cas de personnes infectées par ce virus.

Ces 3 cas de variole du singe ont été suspectés et rapportés par le Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge (CHUK), l'Hôpital Militaire de Kamenge (HMK) et District sanitaire de l'ISARE car, les malades avaient une forte fièvre, des douleurs articulaires et une éruption cutanée généralisée.

Après cette révélation, d'autres cas de variole du singe ont été enregistrés dans d'autres structures sanitaires du pays. Les cas confirmés positifs ont été pris en charge dans les centres médicaux rattachés aux hôpitaux. En date du 15 septembre 2024, 269 patients avaient déjà été guéris et sortis des hôpitaux,

tandis que 295 autres étaient encore hospitalisés. La région Nord de la ville de Bujumbura a été la plus touchée avec 245 cas, d'après le compte rendu du conseil des ministres du 18 septembre 2024.

## Quid des symptômes de cette maladie ?

La variole du singe se manifeste par une forte fièvre, des céphalées et de la fatigue. La personne infectée connaît aussi une augmentation du volume des ganglions, des douleurs musculaires ou encore une éruption cutanée généralisée. Des complications pulmonaires, oculaires, digestives et cérébrales peuvent survenir.

## Les principaux modes de transmission

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la transmission de la variole du singe se fait soit par contact direct avec les animaux infectés, soit par contact avec les lésions cutanées ou les fluides biologiques ou de façon indirecte via des matériaux contaminés.

Cette maladie peut également se propager en touchant les objets contaminés comme la literie, les vêtements et les serviettes.

La prévention de cette maladie consiste à se laver régulièrement

et correctement les mains à l'eau propre et au savon ou en utilisant une solution hydro alcoolique et à éviter le contact avec toute personne présentant les signes de cette maladie. Le personnel de santé indique que des personnes peuvent se protéger en laissant un espace entre elles lors de la communication, mais aussi en évitant toute forme de contact corporel même lors des salutations.

Pour les personnes contaminées, le délai d'incubation du virus Mpox peut varier de 7 à 21 jours. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il est crucial d'utiliser des préservatifs lors des rapports sexuels afin de réduire le risque d'infection, car cette maladie se transmet également par la voie sexuelle. Cependant, cette pratique ne prévient pas la transmission par contact direct, que ce soit peau à peau ou bouche à peau. Au cours des rapports sexuels, il est recommandé d'utiliser des préservatifs pendant une période de 12 semaines, soit environ trois mois, après la guérison.

Cette maladie a également affecté les activités économiques, beaucoup d'hôtels ou de bars qui ne remplissent pas les normes d'hygiène ont été fermés pour atténuer la propagation de cette maladie.

Méchaël Tuyubahe

## ECONOMIE

# Le Burundi à la quête des financements extérieurs

Le gouvernement a organisé une table ronde des partenaires et des investisseurs. C'était une occasion de présenter les grands axes de développement socio-économique du pays aux bailleurs et investisseurs potentiels. Le but ultime dudit évènement était de mobiliser toutes les parties prenantes et les ressources financières nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de la vision 2040-2060

Au début de ce mois, la capitale économique a abrité une Table Ronde pour la mobilisation des ressources financières nécessaires à la réalisation de la Vision Burundi, pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Cet évènement a ciblé les partenaires au développement dont des partenaires multilatéraux et des investisseurs. Ainsi, « le gouvernement a partagé sa vision en matière de développement socio-économique et les réformes envisagées et en cours avec l'ensemble des sources potentielles de financements extérieurs et privés », lit-on sur le site de la Présidence de la République.

La Table Ronde a été une occasion pour le gouvernement de présenter les opportunités d'investissement dans les secteurs clés, à savoir : l'agriculture, l'énergie, la santé, le tourisme, les TICS ainsi que les secteurs : minier, financier et industriel. Il importe de signaler que le gouvernement a besoin d'un montant global de 85 704,8 milliards de BIF, soit 29,9 milliards USD pour la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au Plan National de Développement (PND) réadapté à la Vision 2040-



2060.

## Une boussole pour le développement économique

A l'instar des autres pays, le Burundi s'est engagé sur la voie de la transformation économique. En ce sens, la lutte contre la pauvreté pour aspirer à une prospérité partagée et à un développement durable reste le pilier de la nouvelle Vision.

Cependant, l'économie nationale est plus que jamais exposée aux chocs extérieurs.

Au moins 69 projets prioritaires, dont 37 ont fait l'objet d'études de faisabilité sont en quête de financement pour leur mise en œuvre, a indiqué Audace Niyonzima, ex-ministre des Finances du Budget et de la Planification Economique lors de cette table ronde. L'ex-ministre Niyonzima a précisé que l'identification de ces projets

prioritaires par le gouvernement burundais permet de mieux comprendre les besoins et les opportunités d'affaires pour les investisseurs privés nationaux et les partenaires au développement.

## Le développement des infrastructures d'appui à la production

Parmi les projets prioritaires à financer pour atteindre un

développement durable figure en tête le projet de construction du chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega (126 km) dont le coût estimatif est de 1,43 milliard USD. D'après Niyonzima, la réalisation de ce projet permettra de résoudre le problème d'enclavement du Burundi et facilitera les échanges commerciaux et le transport entre le Burundi et ses pays voisins. Il a également mentionné la reconstruction de l'ancien marché central de Bujumbura en un complexe commercial pour un montant de 400 millions USD. D'autres infrastructures portent sur les routes, les hôpitaux communaux, les barrages hydro-électriques et les laboratoires.

A côté de ces projets de construction d'infrastructures, le pays envisage aussi la digitalisation des services de l'Etat civil et des services de justice, nécessitant respectivement plus de 59 millions USD et 7 millions USD. Un plan d'amélioration de la sécurisation foncière, évalué à 26 millions USD, fait également partie des projets prioritaires pour lesquels une étude de faisabilité a été réalisée.

En marge de cette table ronde, des engagements de financement pour la vision Burundi 2040-2060 ont été pris par les investisseurs privés et les partenaires au développement. La Banque Mondiale a annoncé une contribution de 1,8 milliard USD, l'Organisation des Nations Unies a prévu un montant d'un milliard USD et la Banque Africaine de Développement (BAD) a annoncé 700 millions USD

Benjamin Kuriyo

# Sommet COMESA : Les intérêts géostratégiques au cœur des débats

Le Burundi a organisé le 23ème sommet des chefs d'Etats et de gouvernements du COMESA. Cet événement a été précédé par un forum d'affaires et une réunion du conseil des ministres. Lors du sommet, les dirigeants ont réitéré leur ferme volonté de développer le continent, mais les enjeux sécuritaires et les lobbyings pour la présidence de la commission de l'Union Africaine ont dominé les débats. Flashback sur les moments forts de ce sommet.



un ont participé au 23ème sommet du COMESA. Les autres dirigeants avaient dépêché des délégations sur place.

## Accélérer la croissance économique

Le développement des chaînes de valeur régionales dans les domaines de l'agriculture résiliente au climat, des mines et du tourisme dans la zone COMESA reste indispensable

pour accélérer la croissance économique des pays membres. Cependant, la paix et la sécurité restent des préalables clés pour y parvenir. Dans son allocution, le Président de la République du Burundi Evariste Ndayishimiye a déclaré à ses homologues que les domaines de l'agriculture résiliente au climat, des mines et du tourisme constituent des secteurs porteurs de croissance. « S'ils sont développés de manière intégrée et durable, ils peuvent transformer nos économies et améliorer la qualité du niveau de vie des populations »

Le secrétaire général du COMESA, Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe est revenue sur pas mal de facteurs qui doivent être valorisés pour parvenir à l'accélération de l'intégration régionale. Il s'agit entre autres de la promotion des techniques d'irrigation, de l'accès à l'énergie, du développement des infrastructures, des TICs et de la digitalisation des services à tous les niveaux. Sans la paix et la sécurité

toute initiative de développement serait vaine, a-t-elle insisté.

## Une solidarité à l'africaine

Hakaïnde Hichilema, Président de la République de Zambie a invité ses pairs à être solidaires. « En principe, lorsqu'on a un problème, il argue qu'on recourt directement à ses voisins. Pas aux étrangers ».

Le président Kenyan William Ruto a fait remarquer que tous les pays africains devraient soutenir les institutions financières africaines telles que la BAD, l'AFREXIMBANK et la TDB pour soutenir le commerce intra africain, les capitaux et les infrastructures au profit des pays africains.

## Un forum d'affaires couronné de succès

En amont du sommet, les femmes et les hommes d'affaires des pays membres du COMESA ont

participé à la 17ème édition du Forum Economique du COMESA. Le COMESA est la plus grande communauté économique régionale d'Afrique avec plus de 640 millions de consommateurs. Son PIB frôle les 1000 milliards USD. Ce qui témoigne l'immense potentiel de cette région.

Cependant, la plupart des pays membres du COMESA restent confrontées à des défis en matière d'infrastructures et d'accès au marché. « Ce forum constitue une belle et unique occasion d'échanger pour promouvoir la croissance économique et la durabilité dans la région à travers le développement des infrastructures, la transformation agricole, le développement du secteur minier et du tourisme ainsi que dans la lutte contre les changements climatiques », a déclaré Gervais Ndirakobuca, Premier Ministre de la République du Burundi.

Benjamin Kuriyo

ECONOMIE

# OBR : La collecte des recettes accuse un déficit record

Durant les 4 derniers mois, l'Office Burundais des Recettes a enregistré un déficit de 110 milliards de FBU par rapport aux prévisions. Certaines des causes de cette chute des recettes sont entre autres la crise économique mondiale, la carence des devises, les manipulations de la facture électronique, le départ des agents de l'Office Burundais des Recettes (OBR), la pénurie de carburant, les changements climatiques ...

Du jamais vu, un déficit record a été enregistré depuis la création de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en 2009, une institution chargée de maximiser les recettes de l'Etat. Un déficit de 110 milliards de FBU sur les 4 derniers mois de l'année budgétaire 2024-2025 déclaré par l'autorité compétente ne peut pas passer inaperçu.

En date du 29 novembre 2024, Audace Niyonzima, l'ex- ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a tenu une réunion à l'endroit des hauts cadres de l'Office Burundais des Recettes (OBR). A cette occasion, il a fait remarquer que les indicateurs de collecte des recettes des quatre derniers mois ne sont pas au vert avant de déplorer qu'une des causes de la diminution des recettes est liée à des tricheries effectuées par certains agents de l'OBR en complicité avec les contribuables. Lors de la 9ème édition de la journée du contribuable qui s'est tenu le 3 décembre 2024, Niyonzima a avoué que des contribuables trompent les agents de l'OBR, leur donnent des pots de vin ou en complicité avec ceux-ci organisent la fraude et la contrebande.

Il a déploré que les déclarants minorent les valeurs et les quantités, ne déclarent pas la vraie quantité contenue dans les camions. Ce qui fait qu'ils volent à la fois le contribuable et l'Etat «



Les déclarants ou agents en douane supposent déclarer 10 millions de FBU et déposent 2 millions de FBU dans le trésor public. A leur tour, les faux calculs des vérificateurs des impôts font perdre sur chaque camion 4 millions de FBU », a-t-il regretté avant de préciser que même les conseillers fiscaux sont dans la cadence des autres.

## Une réalité fragmentée

A l'occasion de la journée du contribuable, Jean Claude Manirakiza, ex-commissaire général de l'OBR a reconnu que cette institution chargée de maximiser les recettes accuse un déficit de 110 milliards de FBU depuis les 4 derniers mois de l'année fiscale en cours (année fiscale 2024-2025). On

a collecté 658,13 milliards de FBU sur 786,95 milliards de FBU prévus.

Il a signalé que sur 101 camions, il a été remarqué que 23 camions seulement ont fait de bonnes déclarations. « Une équipe de faussaires de la TVA a été créée, occasionnant ainsi une perte de 4 milliards de FBU sur 48 contribuables inspectés », a annoncé M. Manirakiza avant de notifier que 77 agents de l'OBR à majorité des informaticiens ont abandonné le travail dont 10 se sont envolés pour l'étranger et 23 ont été révoqués de leur fonction suite à la corruption ou à la fraude fiscale. Selon cet ancien commissaire général de l'OBR, ce déficit fiscal a été provoqué par les crises économiques mondiales, le manque de devises, la pénurie récurrente du carburant, les changements climatiques qui ont occasionné des inondations, la manipulation des machines à facturation électronique ...

Aline Niyibigira

ECONOMIE

# Inflation : Un obstacle majeur à la croissance économique

L'inflation a rythmé le vécu quotidien des ménages. Les prix des denrées alimentaires sont exponentiellement repartis à la hausse. Les céréales, les légumes et les produits carnés ont été hors prix. Sur les marchés de la capitale économique, le prix d'un kilo de viande a frôlé les 30 000 FBU. La crise des hydrocarbures induite par la pénurie criante des devises a perturbé les chaînes d'approvisionnement



mois. Ils s'endettaient auprès des microfinances et des boutiquiers pour subvenir aux besoins fondamentaux de leurs familles. Ainsi, les habitants de la ville se sont retrouvés du jour au lendemain dans l'incapacité d'honorer leurs engagements contractuels envers les bailleurs (payer le loyer, les frais de l'eau et de l'électricité).

Cependant, les invendus se sont accumulés chez les producteurs. Ce qui a réduit la performance des

industries, car le pouvoir d'achat des ménages était faible. Dans le pire des cas, certains industriels ont décidé de mettre une partie de leur personnel au chômage. Cela se répercute négativement sur la mobilisation des ressources intérieures

Du drame au drame- Les pénuries des devises et celles du carburant ont provoqué la volatilité des prix des produits alimentaires doublées du déficit hydrique. Tout cela a

eu un fort impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages, car une forte inflation n'augure rien de bon pour l'économie nationale.

## L'inflation alimentaire a explosé

L'inflation est un indicateur macroéconomique qui affecte directement les ménages. Selon le bulletin de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) du mois de janvier 2024 publié par l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), le taux d'inflation annuel (indice hors carburant, énergie et produits frais) général s'établissait à +26,1% et celui des produits alimentaires s'est élevé à 34,9 %. Au mois de février 2024, l'inflation moyenne annuelle s'est établit à 25,1%. Une inflation tirée en grande partie par les prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 32,7%.

L'INSBU a renseigné que les haricots secs enregistrent une hausse de 53,1% par rapport à la même période en 2023. Les tubercules frais sont également en hausse de l'ordre de 44,7%. A la fin du mois de mars 2024, l'inflation risquait d'exploser avec l'augmentation des prix des légumes, notamment les oignons et les tomates qui sont hors prix. Un kilo d'oignons a frôlé les 7 000 FBU alors qu'un panier de tomates est passée de 40 000 FBU à plus de 100 000 FBU.

Le directeur national de l'Ong locale Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM) Faustin Ndikumana a recommandé au gouvernement de prendre des mesures urgentes et concrètes afin de permettre aux commerçants d'aller s'approvisionner dans les pays de la sous-région pour stabiliser l'économie du pays.

Aline Niyibigira

## Mairie de Bujumbura

## Malgré tous les efforts, l'insalubrité n'a pas l'air de céder

La campagne de 100 jours de salubrité annoncée par le Président de la République, 45 jours ordonnés par le Maire de la ville, la campagne zéro déchets lancée par la Première dame, une semaine dédiée à la propreté de la ville de Bujumbura, etc, La liste des initiatives visant à rendre Bujumbura propre est longue. Malgré tous ces efforts, la gestion des déchets reste problématique dans la ville de Bujumbura.



Malgré tous les efforts, la gestion des déchets reste problématique dans la ville de Bujumbura

« Je ne veux plus voir de saletés nulle part dans cette ville de Bujumbura », a ordonné le numéro un burundais lors des états généraux du tourisme qui se sont tenus à Bujumbura du 27 au 29 février 2024.

Lors d'une réunion avec les administratifs à la base le 5 mars 2024, le maire de la ville

de Bujumbura a relayé le même message que celui du Chef de l'Etat. Il a même fixé un délai : « Je vous donne 45 jours pour que cette ville soit propre », a-t-il ordonné. Il a également prévenu que des sanctions sévères seraient infligées aux récalcitrants.

Deux jours plus tard, le 7 mars, le Président de la République a tenu une réunion avec les responsables de la mairie de Bujumbura.

Le Président Ndayishimiye a recommandé à ces administratifs de rétablir l'ordre en matière de salubrité et de mettre fin aux constructions anarchiques. Le maire de la ville a, quant à lui, reçu la mission de contraindre toutes les parties prenantes à remplir leur devoir en matière de salubrité.

Une semaine après, le 19 mars 2024, la Première dame a officiellement lancé la campagne "Zéro Déchet"

lors d'une cérémonie tenue dans la Mairie de Bujumbura. Comme elle l'a fait savoir, l'objectif de cette campagne était de créer un environnement propre, sain et durable pour tous les Burundais.

La Première dame a souligné que cette campagne s'inscrit dans la continuité des initiatives déjà entreprises par le gouvernement pour assurer la propreté de la ville et la protection de l'environnement telles que la Politique Nationale d'Assainissement de 2013 et les 100 jours de salubrité annoncés par le Président de la République.

Samedi le 10 août 2024, le Président Evariste Ndayishimiye a effectué une visite surprise à certains endroits tels que les bâtiments abritant différents ministères où il a lui-même fait la propreté. Constatant amèrement le degré élevé de l'insalubrité dans ces endroits, il a recommandé à tous les services publics et privés de

consacrer toute la semaine du 12 au 16 août 2024 à la propreté de leurs lieux de travail.

## Les défis persistent

Malgré tous ces efforts, la gestion des déchets reste problématique dans la ville de Bujumbura. Les sociétés en charge de la salubrité sont critiquées pour leur inefficacité et la ville manque de décharges publiques adéquates. Ce qui fait que les déchets constituent un grand problème en amont comme en aval. A cela s'ajoutent la gestion des eaux usées, le manque de latrines publiques, etc.

Pourtant, la gestion des déchets peut représenter une opportunité d'affaires, notamment par le recyclage des déchets en énergie, comme c'est le cas en Ethiopie et en Suède

Florence Inyabuntu

## ENVIRONNEMENT

## Montée des eaux du lac Tanganyika : Le pire des souvenirs

La montée des eaux du lac Tanganyika en 2024 a été particulièrement marquée par les fortes précipitations causées par le phénomène El Niño. Le niveau du lac Tanganyika a atteint 776,72 mètres le 14 mars 2024, surpassant le niveau le plus élevé enregistré en 2023. Face à l'ampleur des dégâts causés par la montée des eaux du lac Tanganyika, le gouvernement du Burundi a déclaré le 16 avril 2024 l'urgence climatique



Face à l'ampleur des dégâts causés par la montée des eaux du lac Tanganyika, le gouvernement du Burundi a déclaré le 16 avril 2024 l'urgence climatique

Le niveau du lac Tanganyika a atteint 776,72 mètres le 14 mars 2024. Il a ainsi surpassé le niveau le plus élevé enregistré en 2023. Face à cette situation, le ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique et le système des Nations Unies au Burundi, ont signé le 16 avril 2024, un communiqué pour mobiliser les

ressources afin de soutenir la mise en œuvre du plan de réponse aux impacts du phénomène El Niño.

Ce communiqué soulignait que plus de 203 944 personnes ont été affectées par les inondations, avec plus de 19 250 habitations et 209 salles de classe détruites. Entre septembre 2023 et le 7 avril 2024, le nombre de personnes

déplacées internes a également augmenté de 25 % pour atteindre 98 000 personnes. Pendant la même période, plus de 40 000 hectares de champs de culture ont été détruits

A travers ce même communiqué, le gouvernement du Burundi reconnu que le pays fait partie des 20 pays les plus touchés par les changements climatiques dans le monde.

## Des perturbations économiques

La montée des eaux du lac Tanganyika a provoqué des perturbations économiques. Le port de Bujumbura a constitué l'un des scènes de cette tragédie. Les opérations de manutention ont été largement affectées. Cela s'est fortement répercuté sur le volume des échanges régionaux.

Le siège de l'Office Burundais des Recettes (OBR) n'a pas échappé aux inondations. Le département d'immatriculation des véhicules jadis logé au rez-de-chaussée de l'immeuble Virago a déménagé vers Kigobe dans les enceintes de l'immeuble Emmaüs. Dans la foulée, la société exploitant le port de Bujumbura a demandé aux usagers de déménager les services de dédouanement et le déchargement des marchandises.

## Une problématique liée à beaucoup de facteurs

M. Albert Mbonerane a expliqué que la montée des eaux du lac Tanganyika est liée à beaucoup de facteurs, entre autres la dégradation du sol qui occasionne l'érosion. Ainsi, les affluents du lac Tanganyika déversent dans le lac des sédiments et des déchets de diverses sortes au fur du temps. Ces sédiments charriés par les rivières forment un « compactage » au fond du lac. Ce qui favorise à l'augmentation du niveau des eaux du lac. Selon M. Mbonerane, la montée des eaux du lac Tanganyika est aggravée par les fortes précipitations enregistrées au niveau du bassin versant, surtout dans les pays riverains notamment la Tanzanie et la République Démocratique du Congo (RDC). Il se désolé aussi du fait que le code de l'eau n'est pas respecté.

Florence Inyabuntu

## SPORT

## Urunani BBC a brillé dans la Road to BAL, mais il ne s'est pas qualifié pour la phase finale

L'équipe burundaise de basketball Urunani BBC s'est imposée face aux équipes du Groupe D dans la compétition régionale de la Road to BAL. Elle a été la première équipe à remporter la qualification pour l'Elite 16 dans la division Est, le dernier tournoi qualificatif pour le championnat de la BAL



L'équipe de basketball Urunani n'a pas pu se qualifier pour la Basketball Africa League (BAL) 2025

L'équipe Urunani BBC s'est illustrée lors de la compétition Road to BAL qui s'est tenue à Kibaha, en Tanzanie, du 15 au 20 octobre 2024. Le champion de la Vital'o Basketball League (VBL) 2024, représentant le Burundi dans cette compétition, a dominé toutes les équipes et est devenu ainsi le premier à arracher la qualification pour l'Elite 16, le dernier tournoi qualificatif pour la Basketball Africa League (BAL).

Le club a réussi à remporter la victoire dans les quatre matchs que chaque équipe du Groupe D devait jouer dans cette compétition. Lors du match d'ouverture, les basketteurs de JKT de la Tanzanie n'ont pas pu supporter la pression croissante d'Urunani BBC devant leurs fans. Le match s'est conclu par une victoire des ambassadeurs burundais sur le score de 83-60.

## Urunani, devenu injouable

Les hommes d'Elvis Hakizimana n'ont pas croisé les bras. Ils attendaient impatiemment l'arrivée de l'équipe Beau Vallon Heat, sélection des Îles Seychelles, pour maximiser leurs chances de continuer la compétition. Urunani BBC a alors dominé cette équipe sur le score de 112-43.

Le club burundais ne s'est pas arrêté là. Il est parvenu à dominer

le Nairobi City Thunder sur le score de 89-88 dans un match décisif opposant les deux équipes vendredi le 18 octobre 2024 à Kibaha en République Unie de Tanzanie. Enfin, il a conclu sa campagne par une victoire écrasante contre la formation GNB de Madagascar, s'imposant sur le score de 112-56.

Après avoir brillé dans la compétition régionale (division Est), Urunani a participé à l'Elite 16 de la Road to BAL 2025, qui s'est tenue au Kenya du 28 novembre au 3 décembre 2024. Malheureusement, il n'a pas pu se qualifier pour la Basketball Africa League (BAL) 2025. Toutefois, Urunani a réalisé une belle performance, enregistrant 8 victoires et une seule défaite. Ainsi, il a terminé à la 3ème place de l'Elite 16 dans la division Est de la Road to BAL.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

